

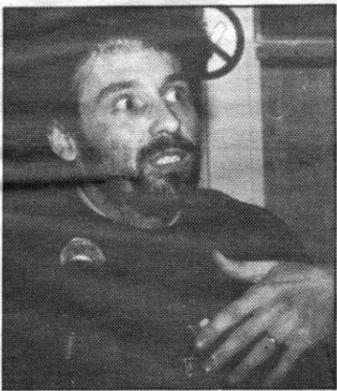
# La recolonisation via l'humanitaire

Les organisations non gouvernementales, le FMI et la Banque Mondiale

**Le débat sur la recolonisation du tiers monde et le rôle des organisations non gouvernementales partait du constat que la situation du tiers monde est devenue intenable. FMI et Banque Mondiale sont aussi de cet avis. Mais pour éviter les ennuis, ils comptent sur les ONG...**

Thierry Warmoes

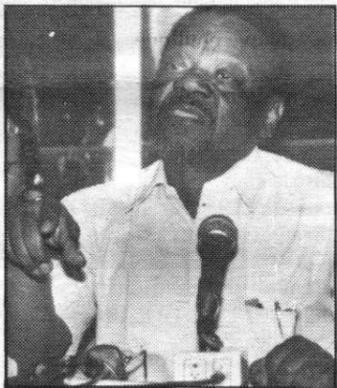
FMI et Banque Mondiale veulent éviter que les "seuils d'insurrection" soient dépassés.



Pol De Vos (Fonds Tiers Monde).

C'est pourquoi leurs "plans d'adaptation structurelle" doivent être accompagnés de "filets de sécurité sociaux" pour prévenir manifestations et insurrections. Aux organisations non gouvernementales (ONG) d'élaborer ces filets sociaux. Selon Pol De Vos, il s'ensuit que «les ONG servent surtout à préserver la stabilité économique et politique. Cela ne signifie toutefois pas qu'elles soient apolitiques. Que du contraire, leur rôle est de canaliser les forces progressistes vers la conciliation avec les intérêts du Nord, ou de les neutraliser.» Dans le monde actuel caractérisé par la domination absolue de l'impérialisme, poursuivait Pol De Vos, la seule solidarité possible est la solidarité anti-impérialiste. Nous devons soutenir les organisations qui renforcent les capacités de résistance de la population contre la politique du FMI.

D'après le Haïtien Joseph Roney,



Joseph Roney (Haïti).

les ONG américaines en Haïti représentent l'impérialisme américain, mais ce n'est pas le cas de toutes les ONG. Il y en a également qui sont liées au peuple. Mais elles doivent travailler clandestinement. Après le coup d'Etat, beaucoup d'ONG ont travaillé avec le gouvernement contre Aristide. Pour ne pas laisser crever les gens de faim, prétendaient-elles. Mais que constate-t-on? L'aide est vendue sur les marchés, jusqu'en République dominicaine. Seul le peuple souffre de l'embargo. Par contre, une partie de la bourgeoisie s'est renforcée grâce à l'embargo.

## Les ONG asservies par l'argent

Riad Malki, professeur à l'Université palestinienne de Bir Zeit, a expliqué clairement le paternalisme des ONG étrangères actives en Palestine. Les ONG internationales, disait-il, consacrent leur argent à des projets qui semblent intéressants selon leur critères, mais pas selon nos critères et besoins.

Les ONG palestiniennes sont fortement dépendantes de l'aide étrangère et elles adaptent leurs programmes aux exigences des ONG internationales. Elles sont tenues par l'argent. Petit à petit, les ONG locales reprennent les valeurs et les critères des ONG internationales. Les ONG qui refusent de s'adapter de cette façon ne reçoivent plus de fonds, sont

forcées de fermer progressivement leurs petits hôpitaux, leurs jardins d'enfants, etc. jusqu'à leur disparition complète.

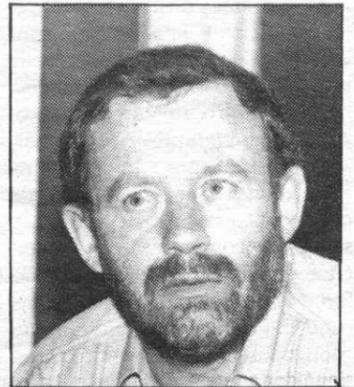
Ces trois dernières années, la Commission Européenne a donné aux ONG des directives claires pour qu'elles soutiennent uniquement les ONG locales qui approuvent le processus de paix en cours. Xavier Declercq, d'Oxfam, était en grande partie d'accord avec les thèses avancées par Pol De Vos et notamment avec le fait que les ONG contribuent à la stabilité des régimes en place.



Xavier Declercq (Oxfam).

l'Union Européenne». Aujourd'hui, nous nous trouvons à un tournant: allons-nous oui ou non poursuivre dans cette voie? Ainsi, il y a trois ans et demi, Oxfam a quitté le comité des ONG de la Banque Mondiale. Nous devons trouver des moyens de travailler qui ne confortent pas les régimes en place, tout en aidant la population à s'organiser.

Johan Cottenie, du NCOS, est parti du constat du triomphe du modèle néo-libéral; certaines ONG optent clairement pour ce



Johan Cottenie (NCOS).

Mais cela n'a pas toujours été le cas, disait-il. Fin des années 60, début des années 70, les ONG défendaient les intérêts du Sud. Ce n'est que depuis 1975 que les ONG disposent de beaucoup d'argent et sont devenues, comme l'exprimait un fonctionnaire, «une section de

modèle.

Mais cela n'est pas le cas pour les organisations membres du NCOS. A propos des interventions humanitaires, Johan Cottenie estime que l'enjeu n'est pas l'humanitaire mais la survie et la croissance des ONG concernées.

## Rwanda: genèse d'un génocide

**Ce débat a débuté par une minute de silence à la mémoire des milliers de victimes du conflit. Puis, cinq orateurs ont expliqué leur vision de la crise.**

Luc Bertels

Gasana Ndobu, coordinateur du Comité pour le respect des droits de l'homme et de la démocratie au Rwanda, a mis l'accent sur les effets de 100 ans de présence européenne au Rwanda, qui est devenu une société «subalterne et subordonnée» au pouvoir colonial belge. L'indépendance, en 1962, n'a pas entraîné de changement radical entre le colonisé et le colonisateur, mais une ethnisation par outrance de la société, dirigée par une nouvelle élite politique soutenue par la Belgique.

Le Front Patriotique Rwandais (FPR), qui a entamé la lutte armée en octobre 1990, était représenté



Gasana Ndobu, Antoine Nkabuwakibili, Médard Nduwamungu, Joseph Matata.

par Antoine Nkabuwakibili. Le Front a opéré pendant 10 ans dans la clandestinité. Aujourd'hui, il n'est pas question pour lui «de s'asseoir à une table avec les milices du parti du président et les troupes de la garde présidentielle, qui ne cessent de massacrer les

populations civiles». Le représentant a aussi rappelé certaines désinformations parues dans la presse belge selon lesquelles «les atrocités au Rwanda auraient été commises par des illettrés», alors que ces massacres sont une chose organisée par des officiers, par des



militaires du régime. Selon Médard Nduwamungu, membre fondateur du Parti Libéral du Rwanda, le régime de Habyarimana, dit de «démocratie responsable», a instauré un climat de terreur. Il y a eu d'innombrables meurtres, mais pas de meurtriers.

Aucune enquête, aucune poursuite judiciaire n'a eu lieu.

Joseph Matata a parlé de «l'arme terrible de la désinformation et de l'intoxication». Après l'offensive militaire du FPR, 10.000 Rwandais ont été emprisonnés comme «complices du FPR». 60% des ces détenus étaient des Hutus: «Moi même j'en faisais partie. Je suis un Hutu qui a épousé une Tutsi. En 1990, j'ai payé le prix. J'ai été emprisonné pendant 75 jours. J'ai subi un mois de tortures».

Selon Ludo Martens, président du PTB, celui qui veut analyser les massacres au Rwanda et «la barbarie africaine» doit «commencer par dire que c'est l'impérialisme belge qui a formé la garde présidentielle, cette armée antipopulaire de tueurs».

L'Occident s'est imposé pendant 30 ans par l'entremise d'une bourgeoisie parasitaire devenue inefficace. Aujourd'hui, il pense à une recolonisation ouverte de l'Afrique. Ce projet impérialiste est aussi préparé par la presse «démocratique» belge, qui ne dit mot des exactions de l'impérialisme en Afrique.

# Nos pays seront à nouveau socialistes

## Bilan de cinq années de contre-révolution à l'Est

**Lors d'un débat à la fête du 1er Mai du PTB, des représentants de partis communistes d'Union soviétique, Bohême, Moravie, Bulgarie, Pologne et Allemagne ont donné un aperçu de la situation dans leur pays et des tâches des communistes.**

Tony Busselen

Nina Andreeva, secrétaire générale du Parti communiste des Bolcheviks de toute l'Union soviétique: «Après le renversement du socialisme en Union soviétique, la faim a fait son apparition.

Les richesses construites par tout le peuple sous le socialisme sont vendues au rabais. La bourgeoisie qui accumule des richesses a déjà 150.000 morts sur la conscience. On s'attend pour l'année prochaine à l'éclatement de douze conflits importants dans les régions de l'ancienne Union soviétique.

Aujourd'hui, le parlement et le gouvernement sont engagés dans une lutte pour la redistribution du pouvoir au sein de la bourgeoisie. Dans cette lutte entre le parlement et Eltsine, le parlement craignait davantage le peuple, qui défendait la constitution, qu'Eltsine. 300 personnes armées ont dû faire face à 100.000 soldats de métier. Contrairement à ce qu'affirme la presse bourgeoise qui parle de quelques centaines de morts, il y a eu des milliers de victimes.

Le coup d'Etat d'octobre dernier a marqué le début de la fin de toutes les illusions parlementaires. Le message adressé aux députés du parlement était le suivant: "Même si vous avez une démocratie parlementaire occidentale, cela ne signifie pas encore que vous soyez protégés contre la force brutale de l'armée".

Les manoeuvres du social-démocrate Ziouganov (dirigeant de la "Fédération des partis communistes de Russie") et le soutien de Jirinovski à la constitution d'Eltsi-

ne n'ont pas suffi à résoudre les problèmes de ce dernier, qui a subi une importante défaite aux élections. Si Eltsine conclut un "pacte de pacification" et autorise une amnistie pour ceux qui ont résisté en octobre, c'est uniquement pour assurer à son régime un semblant de légalité. Le parti de Jirinovski et celui d'Eltsine rivalisent en démagogie. S'il le faut, ils survivront grâce au soutien du général Tchelikov, un traître. Face à cette menace, les forces de gauche doivent s'unir. Mais unir la gauche signifie rejeter toute conciliation avec l'opportunisme.

### Ne pas abandonner l'identité communiste

Jozef Houbl, représentant du Parti communiste de Moravie et de Bohême: «En ce moment le climat politique en Europe de l'Est vire à droite, ce qui rend difficile le travail des communistes. Nous sommes dès lors fiers d'avoir gardé notre identité communiste et de compter 220.000 membres. Dans la république tchèque nous sommes aujourd'hui le deuxième parti, plus fort que la social-démocratie. Le produit national brut a chuté de 75% entre 1989 et 94 et les salaires ont baissé de 34%. Le pays compte 200.000 chômeurs. Le président Havel a non seulement bradé la production du pays, mais également les valeurs culturelles transformées en marchandises.

Aujourd'hui, les gens sentent dans leur chair que le capitalisme leur apporte moins que le socialisme. Dans ce contexte, il est de la plus



De gauche à droite: Werner Schleese, Michel Mommerency, qui menait le débat, Vladimir Spassov

haute importance de se battre pour le maintien de son identité communiste.

### Nos peuples doivent déterminer leur propre sort

Vladimir Spassov, représentant du Parti communiste bulgare: «Depuis la contre-révolution de 1989, notre économie a été entièrement saccagée. 90% de notre population vit à présent en-dessous du seuil de pauvreté. 5% seulement de la population a trouvé un avantage de "la liberté et les droits de l'homme" apportés par l'impérialisme.

Aujourd'hui, un pensionné gagne 2.000 lei. Que peut-on acheter avec cela? Les coûts fixes pour l'électricité et le chauffage s'élèvent à 400 lei. Un pain coûte 10 lei, un kilo de saucisses 400 lei et un

litre de lait 12 lei.

Mon pays compte à présent 1,2 million de chômeurs. 500.000 personnes, surtout des universitaires et des travailleurs qualifiés, ont quitté le pays.

Nous sommes submergés de sectes religieuses se livrant à la propagande contre la Bulgarie. La CIA planifie ainsi l'extension du conflit dans les Balkans. Le Parti communiste bulgare exige que toutes les forces étrangères soient retirées des Balkans. Nos peuples doivent pouvoir disposer de leur propre sort. Dans le passé, il y avait l'Union soviétique, elle reviendra et les pays de l'Europe de l'Est retourneront au socialisme. Nous devons unifier le prolétariat international et rester fidèle au marxisme-léninisme.

Werner Schleese, représentant du Parti Communiste allemand: «Lors de notre dernier congrès,

deux partis communistes ont fusionné en un Parti communiste d'Allemagne. A présent, nous nous préparons aux élections européennes. Notre tête de liste est la camarade Irma Thaelmann, fille du fondateur du Parti Communiste allemand assassiné par les nazis il y a 50 ans. Notre objectif est d'abord de nous faire connaître et d'accueillir de nouveaux communistes dans nos rangs.

En Allemagne, nous avons également un urgent besoin d'un front antifasciste. Face au danger du fascisme grandissant, nous devons construire un mouvement de masse.

A côté de cela, nous devons promouvoir la collaboration entre les communistes dans le monde. Nous sommes d'avis que cela doit se faire sur une base d'égalité entre les différents partis.»

## Démocratie uniquement pour les riches

Boleslaw Jaszuck, représentant du Parti Radical de Gauche de Pologne: «La Pologne socialiste n'était pas parfaite, mais elle était dotée d'une sécurité sociale pour tout le monde. Il y a quatre ans, on promettait la démocratie. Mais les capitalistes ont détruit toutes les réalisations positives du socialisme.

L'enseignement gratuit, des crèches, des soins de santé étaient garantis sous le socialisme. On nous disait que nous vivions dans un Etat totalitaire. Mais il existait des journaux catholiques et des universités catholiques recevaient des subsides de l'Etat. Aujourd'hui, sous le capitalisme, toutes les



Boleslaw Jaszuck

universités marxistes sont fermées. Le gouvernement a interdit l'avortement. Entre 1980 et 1990, la production

de mon pays a, malgré tous les problèmes, grimpé de 12%. A présent, il n'y a plus que les bénéfiques, l'inflation et le chômage qui grimpent. En 1991, on pouvait se procurer avec un salaire moyen environ 2.000 pains, deux ans plus tard seulement 800.

Les seuls bénéficiaires de la restauration du capitalisme sont les capitalistes et les commerçants. Le mouvement de gauche a lourdement payé ses illusions social-démocrates. Le mouvement communiste doit tirer les leçons: il n'y a qu'une seule solution pour sortir de la crise: la restauration du socialisme.



Jozef Houbl

# Un million de réfugiés au Kurdistan turc

## L'Etat turc, dictature ouverte

**Dans un exposé poignant, Ali Riza Dizdar, président d'une association de juristes d'Istanbul, et Ergan Kanar, président de l'association de défense des droits de l'homme IHD, également d'Istanbul, ont expliqué la répression brutale exercée par l'armée et la police en Turquie.**

Marnik De Looze

Au début de leur conférence, les deux orateurs ont demandé une minute de silence pour les victimes du gouvernement turc. Tous les deux ont souligné l'importance des violations des droits de l'homme par le gouvernement turc et le caractère totalitaire de l'Etat turc. Ainsi par exemple, la fête du 1er Mai est interdite en Turquie. Les écrivains et les intellectuels sont les cibles favorites : plus on a étudié, plus on est considéré comme dangereux par le régime. Mais les militants syndicaux subissent également la répression. Le dirigeant des ouvriers du pétrole se trouve actuellement en prison pour avoir publié un article dans une revue de gauche. Il avait notamment dénoncé le fait que la Turquie n'a signé que 20 des 170



Le juriste Ali Riza Dizdar et Ergan Kanar (organisation des droits de l'homme IHD), venus d'Istanbul.

accords conclus au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Les syndicats officiels actuels ont été créés après le coup d'Etat de 1980 et adoptent donc une attitude loyale à l'égard du régime. Les grèves sont interdites.

**Depuis 1993, 930 villages incendiés, plus d'un million d'habitants chassés de leur village...**

Ces dernières trois années, 60

organisations se sont vu appliquer le „statut“ de „subversives“ et sont donc frappées d'interdiction. Le gouvernement actuel - une coalition du Parti de la Mère Patrie et des sociaux-démocrates - est responsable des lois répressives. Actuellement, on discute même de la réintroduction de la peine de mort. C'est au Kurdistan que la répression est la plus sévère. Un super-gouverneur dirige la région et dispose de larges pouvoirs spéciaux. Depuis 1993, 930 villages ont été incendiés et plus d'un million d'habitants chassés de leur village. La peine de mort n'existe pas

(encore) légalement, mais 15 à 20 activistes sont assassinés quotidiennement par les escadrons de la mort. Depuis 1993, plus de 3.000 personnes sont mortes de cette façon.

**La Constitution turque commence par les mots : «Le saint Etat turc»**

La presse, elle aussi, est entièrement muselée. Une commission spéciale est chargée de son contrôle. Pendant les quatre premiers mois de cette année, 15 périodiques ont été interdits. Le journal Ozgur Gundum a été interdit de publication pendant quinze jours.

L'idéologie de l'Etat turc est basée sur un nationalisme réactionnaire. Le premier paragraphe de la Constitution turque commence par les mots «Le saint Etat turc». Cette Constitution, rédigée par un régime de „démocratie parlementaire“, est encore plus répressive que la précédente qui datait de 1971 et qui était l'oeuvre des auteurs du coup d'Etat militaire de l'époque.

Aujourd'hui aussi, les véritables détenteurs du pouvoir sont les généraux qui gouvernent le pays à travers le Conseil de sécurité nationale.

Les sociaux-démocrates et leurs partenaires de la coalition, le Parti de la Mère Patrie du premier ministre Ciller, ne sont que la façade „démocratique“ de la dictature militaire.

## La crise capitaliste mondiale, berceau de l'intégrisme

**Les orateurs participant au débat sur l'intégrisme étaient unanimes: l'émergence de l'intégrisme est provoquée par l'Occident, qui fait payer sa crise au tiers monde.**

Luc Vancauwenberge

Abdelghani Boustia, représentant du Parti d'Avant-garde Démocratique Socialiste (PADS) du Maroc, a souligné que le Maroc est un des meilleurs élèves du FMI. Résultat: 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 50% en 10 ans et l'enfant sur deux est exclu du système



Abdelghani Boustia (Maroc), Riad Malki (Palestine) et Khalfa Boualem (Algérie).

scolaire. «Hassan II fait ainsi le lit de l'intégrisme», s'est-il exclamé. Il estime que le Maroc est à la veille de grands changements et a souligné la responsabilité de la

gauche dans les luttes qui s'annoncent. Khalfa Boualem, du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme (PADS), a expliqué que la

libéralisation de l'économie a eu des conséquences néfastes pour la population. L'introduction du multipartisme fin des années 80 a donné le champ libre au FIS qui a pu diffuser librement son discours intégriste dans les mosquées. L'Algérie vient de signer un accord avec le FMI qui a entraîné une hausse des prix de 40 à 200%. L'ancien parti communiste, le PADS, s'est dissous. Une partie des militants a fondé un nouveau parti marxiste-léniniste, le PADS. Plusieurs de ses membres ont été assassinés ces derniers mois.

Le Palestinien Riad Malki a souligné que l'intégrisme existe dans toutes les religions à commencer par la religion catholique. Le parti intégriste palestinien Hamas a pris les armes contre les Israéliens pour gagner de l'influence parmi la population tout en entretenant des contacts avec les Etats-Unis. Ces derniers mois,

Annnonce publicitaire

Au **Centre International**  
Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles - 02/513 79 41

mar 3 mai, à 20 H - En russe & français 120 F  
CONFÉRENCE

**LA RUSSIE AUJOURD'HUI**  
Nina ANDREEVA  
& Victor TCHOULKIN

mer 4 mai, à 20 H - En français 90 F  
CONFÉRENCE

**QUELLES SONT AUJOURD'HUI  
LES TÂCHES DES COMMUNISTES  
EN YUGOSLAVIE?**  
Branko KITANOVIĆ

jeu 5 mai, à 20 H - En esp. & français 90 F  
CONFÉRENCE - DÉBAT

**DÉFENSE DU SOCIALISME ET  
FORMATION POLITIQUE À CUBA**  
Raimundo Espinosa AGUILERA

sam 7 mai, de 18 à 19 H Entrée libre

Dans la langue d'origine de chacun(e) des poètes, avec traduction en français.

**Apéritif Poétique** avec  
Charles DUCAL, Roger NUPIE,  
Jean-Marie KAWENDE  
& Belgance RASSIN.

Musique: P. DUCKWORTH (clarinette)

mar 10 mai, à 20 H En collaboration avec la LAI

GROUPE DE TRAVAIL

**CHE GUEVARA**

Prochaines rencontres - à 20 H,  
au Centre International: jeudi 31 mai et 21 juin.  
Pour toute information: 02/513 53 86

sam 14 mai, de 10h30 à 13h30 Entrée libre

ATELIER DE MUSIQUE ET DE CHANT AVEC

**BRASAS**

sam 14 mai Entrée: 50 F

VISITE DE L'EXPOSITION AU MUSÉE AMSAB

de Gand - Bagattenstraat 174.

Rendez-vous: à 11 H au Café International;  
à 13h30 au musée.

**WILCHAR, un artiste engagé  
dans une période mouvementée**

sam 14 mai, de 18 à 19 H Entrée libre

Dans la langue d'origine de chacun(e) des poètes, avec traduction en français.

**Apéritif Poétique** avec

Hamsi BOUBEKER, Cati GARCIA,  
Marcel HENNART,

Stefaan VAN DEN BREMPT.

Musique: Johan DECLUS (vièle à roue)  
& Stijn SOETE (percussions)

sam 14 mai, à 20h30 - En français

Organisé par le

Front de Libération National Congolais

CONFÉRENCE - DÉBAT

**13 ANS APRÈS LES DEUX GUERRES DU  
SHABA (CONGO-ZAÏRE)**

Jean-Baptiste MULEMBA,  
Célestine LUANGI  
& Ambroise KALABELA

Hamas a clairement indiqué aux Israéliens qu'il veut un accord. Henri Alleg, écrivain français, était directeur du journal algérois Alger Républicain jusqu'à son interdiction en 1955. Il fut emprisonné et torturé entre 1957 et 1961. «En prison, j'étais le seul Français parmi des dizaines d'Algériens. Il n'y avait parmi eux aucune haine anti-occidentale, seulement une haine contre le colonialisme.» «Nous devons exiger que l'on traite le tiers monde plus correctement. En 1980, l'Algérie recevait 20 milliards de dollars grâce à l'exportation de son gaz et de son pétrole. En 1993, elle ne reçoit plus que 11 milliards dont 8 servent au remboursement de la dette, pourtant déjà remboursée plusieurs fois.» Il estime que la lutte contre l'intégrisme doit être liée à la lutte pour le pain.